

Offrez-vous un abonnement ! EN SAVOIR PLUS



Progressistes
Science Travail & Environnement

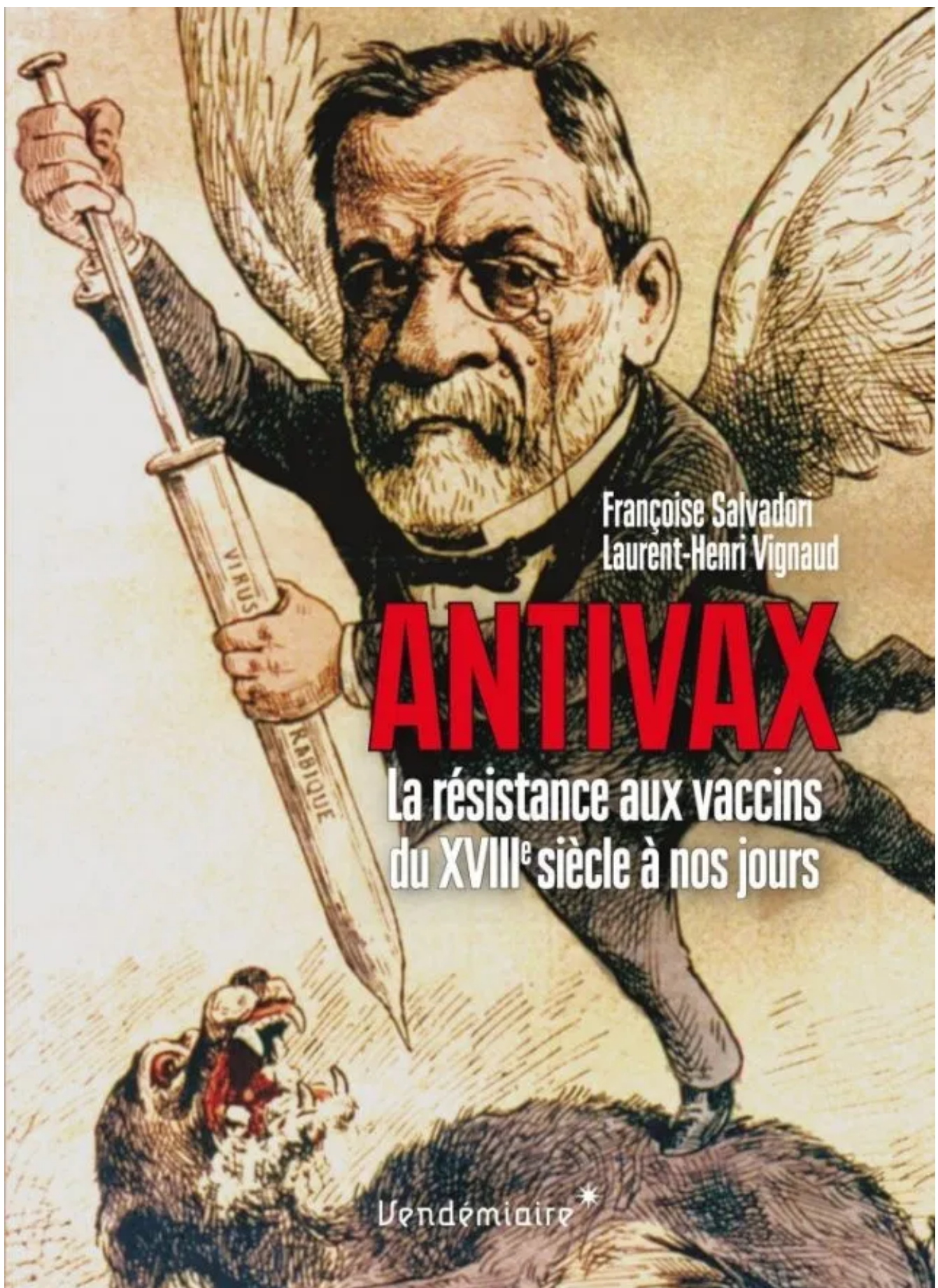


ACTUALITÉS, SCIENCE ET TECHNOLOGIE

Antivax, la résistance aux vaccins : analyse d'un phénomène de société, Françoise Salvadori

Maître de conférences en immunologie à l'université de Bourgogne, Françoise Salvadori a récemment travaillé en partenariat avec l'historien des sciences Laurent-Henri Vignaud sur un fonds d'archives inédites concernant les travaux de Pasteur. En a résulté *Antivax. La résistance aux vaccins du xviii^e siècle à nos jours*ⁱ, un livre très riche qui a valu à ses auteurs le prix Villemot de l'Académie des sciences.

*Entretien réalisé par Thomas Liechti**



Progressistes : Vous avez sorti en 2019, avant qu'on puisse encore envisager la pandémie de covid-19 en France et avant les polémiques actuelles, un livre apportant un regard historique sur les mouvements de résistances aux vaccins et leurs arguments au cours du temps, qu'est-ce qui a motivé l'écriture de ce livre ?

Françoise Salvadori : En 2015, mon collègue et coauteur, l'historien Laurent-Henri Vignaud, et moi-même avons travaillé sur des archives Pasteur non encore explorées, conservées dans sa maison familiale

d'Arbois, dans le Jura ; il s'agissait de cahiers de traduction de publications de ses contemporains, souvent en compétition avec lui, et annotés par Pasteur lui-même. Nous avons été assez surpris d'y voir de nombreuses critiques sur sa nouvelle méthode de vaccination, notamment quand il l'a appliquée à la rage humaine... M^{me} Pasteur découpait aussi dans la presse les articles critiquant son mari, qui était en particulier la cible des ligues antivivisection.

Comme des doutes sur la vaccination commençaient à s'exprimer de plus en plus, en France comme ailleurs, en particulier depuis l'épisode de la grippe H1N1 en 2008-2009, de plus en plus largement relayés par les réseaux sociaux, l'idée nous est venue d'aller à la recherche des origines de ces opinions et d'étudier leur évolution, leurs différentes formes selon les lieux et les époques. Même si des travaux existaient, en particulier sur les oppositions à l'inoculation variolique au xviii^e siècle, cette histoire de l'antivaccinisme n'avait pas fait l'objet d'un livre sur un temps long.

Notre étude nous a permis de montrer que quelques grands types d'oppositions actuels se trouvaient déjà dans la période pré-jennérienne. Rappelons l'origine des pratiques vaccinales : le médecin anglais Edward Jenner avait réussi à la fin du xviii^e siècle à protéger contre la variole humaine en injectant un extrait de pustule d'une vache atteinte de vaccine, la variole bovine, peu dangereuse pour l'homme. Depuis au moins un siècle avant lui, on pratiquait déjà, en particulier en Asie et au Moyen-Orient, la variolisation : une injection de pus directement prélevé chez un malade de la variole, ce qui induisait une protection mais au prix de nombreuses infections varioliques

Ces oppositions qui ont donc accompagné l'histoire de la vaccination s'appuient parfois sur des arguments religieux (« providentialistes ») s'observant encore dans quelques courants fondamentalistes ou sectaires de toutes les religions, ou bien sur l'idée que « la nature fait bien les choses » et qu'elle est toujours préférable à l'artifice que représenterait le vaccin ; pour les adeptes des médecines « douces » ou parallèles, présentées comme plus naturelles, ce n'est pas tant le microbe qui occasionne la maladie qu'un déséquilibre de l'ordre naturel des « humeurs » ou des flux énergétiques, favorisé par une mauvaise alimentation ou d'autres facteurs constituant un « terrain » dégradé qu'il suffit de restaurer. On entend aussi chez certains opposants des

affirmations pseudo-scientifiques ou fondées sur des théories « alternatives » non validées par la communauté scientifique, ou des revendications plus politiques qui dénoncent les bénéfices des industriels du vaccin et/ou la contrainte de l'État dans les régimes d'obligation vaccinale (vécue comme une entrave à la liberté individuelle).

Progressistes : Dans le contexte de l'apparition des vaccins contre la covid-19, on a pu voir une explosion de méfiance sur les réseaux sociaux et l'apparition de sondages montrant une forte défiance de la population face à la vaccination, notamment beaucoup de questionnements et de fantasmes autour des vaccins à ARN messenger, ces méfiances sont-elles légitimes ?

Fr. S. : Elles sont légitimes, je dirais plutôt : elles l'étaient... En particulier quand on a annoncé la mise au point aussi rapide de vaccins – moins d'un an après l'apparition de cette nouvelle maladie, alors que les médias affirmaient depuis quelque temps que plusieurs années seraient nécessaires pour mettre au point un nouveau vaccin. Elles l'étaient aussi vis-à-vis des premiers vaccins ayant obtenu l'autorisation, les vaccins à ARN messenger (ARNm), car cette technologie semblait nouvelle pour la population, et que l'ARN, assimilé à l'ADN, ouvre à toutes les craintes et fantasmes autour des OGM et d'une éventuelle « prise de contrôle » de nos cellules par ce vaccin... De fait, il faut un peu de pédagogie. D'une part, les vaccins anticovid ont bénéficié d'énormément de subventions et de précommandes de pays riches, qui ont fait eux aussi des calculs de bénéfices/risques et ont préféré financer la recherche-développement en espérant à terme diminuer les pertes de vies humaines et les pertes économiques liées aux confinements ! Ces financements massifs ont accéléré les recherches, et les spécialistes ne partaient pas de rien : la technologie des vaccins ARNm était au point depuis une quinzaine d'années, même si les applications étaient restées assez confidentielles et limitées au domaine de la cancérologie. D'autre part, des réglementations assouplies ont permis le chevauchement des phases d'essais 1, 2 et 3. Et un autre facteur qui a accéléré la récolte des résultats est justement l'intensité de l'épidémie dans certains pays, car en phase 3 on doit dénombrer les cas de covid pour comparer les groupes de volontaires vaccinés avec ceux qui ont reçu le placebo : plus l'incidence de l'infection est élevée, plus vite on aura des résultats comparatifs. C'est ce qui s'est passé, on a vu assez vite que pratiquement tous les cas, et les cas graves,

s'observaient dans le groupe placebo !

Le risque zéro n'existe pas en médecine, mais ces vaccins à ARNm semblent très sûrs, on peut le dire de façon assez sereine maintenant que nous avons dans le monde autour de 200 millions de sujets vaccinés, avec un recul de deux mois, et seulement quelques accidents allergiques graves, prévisibles le plus souvent, se déclarant très vite après l'inoculation du vaccin, et que l'on sait prendre en charge. Il n'y a aucun risque que l'ARN modifie l'ADN de nos cellules, car il ne peut pénétrer dans le noyau ni *a fortiori* s'intégrer à l'ADN ! Quand nous sommes infectés par des virus à ARN (grippe, VIH, virus respiratoires banals...), l'ARN de ces virus ne modifie pas notre patrimoine génétique. C'est la même chose ici ! De plus, cet ARN vaccinal a une durée de vie très courte, il est traduit en protéines de spicule (les petites pointes qui forment la couronne externe du virus, à laquelle il doit son nom) par les ribosomes de la cellule, et ces protéines virales vont stimuler des lymphocytes qui produiront des anticorps contre elles, ainsi que des cellules qui vont constituer la base d'une mémoire immunitaire *a priori* durable.

Progressistes : Ces méfiances sont-elles nouvelles au regard de l'histoire des mouvements de résistance aux vaccins ou juste réadaptées à ces nouveaux vaccins ?

Fr. S. : Par rapport aux différents types d'arguments plutôt constants dans l'histoire, on va trouver ici une prédominance des opinions défendant la nature face à l'artifice du vaccin : on aimerait croire qu'un régime alimentaire, une hygiène de vie, des médicaments « simples et naturels » sont plus efficaces que les vaccins... La nature serait tellement bien faite qu'elle n'aurait pas pu « créer » ce virus, qui serait donc pour certains une fabrication humaine. Des personnalités très présentes sur Internet prétendent qu'un bon régime alimentaire et quelques vitamines nous sortiraient d'affaire ! Mais on entend aussi beaucoup de discours « alterscientifiques » venant de médecins et scientifiques proposant des molécules « magiques », qui ne donnent pourtant pas de résultats probants dans les différents essais menés selon les normes de la médecine fondée par les preuves (*evidence-based medicine*) ; certains médecins mettant volontiers en avant la liberté de prescription se sont même organisés en associations, telles la Coordination santé libre ou Laissons les médecins prescrire.

À ce scepticisme s'ajoute la dénonciation des profits des laboratoires pharmaceutiques. (Des soupçons d'enrichissement visaient déjà les médecins inoculateurs dans les salons du xviii^e siècle, et se sont renforcés après la création de l'Institut Pasteur, que d'aucuns appelèrent « usine rabique » quand Pasteur lui-même était caricaturé en chimiste-financier.) L'industrie des vaccins très concentrée sur quelques gros laboratoires, les Big Pharma, est actuellement pointée pour avoir bénéficié d'aides massives des États (subventions et précommandes), qui en effet vont aussi profiter aux actionnaires, et pour entretenir une certaine opacité sur les tarifs négociés... Des débats sont ouverts sur une éventuelle levée des brevets sur les vaccins anticovid. Ces contestations plus politiques concernent également la distribution des vaccins : la lenteur du démarrage de la campagne est fortement critiquée par cette moitié des Français très favorables à la vaccination, lenteur qui peut en partie s'expliquer par un choix des autorités de santé qui, justement, ont souhaité rassurer avec un démarrage (excessivement ?) prudent. Les débats vont se renforcer dans un proche avenir au sujet d'un éventuel passeport vaccinal qui donnerait des libertés à ceux qui auraient accepté de se faire vacciner, et qui est parfois jugé discriminant à ce titre.

Progressistes : Pensez-vous que les mouvements antivax soient un symptôme d'une crise plus large de la médecine et/ou de la science en général en France ?

Fr. S. : Des éléments de profil type des sceptiques face aux vaccins contre la covid-19 ont été apportés récemment par les sociologues : jeune, plutôt féminin, avec des opinions politiques éloignées du pouvoir en place, à gauche ou à droite, plutôt populiste (mais sans doute à nuancer). Ce vaccin est vu comme un instrument de mainmise d'un État dont on condamne la politique en général, et la politique sanitaire en particulier.

On note depuis que des études nationales et internationales l'ont mesurée, c'est-à-dire depuis une quinzaine d'années, une forte défiance en France, qui nous a classés plusieurs fois comme les champions du monde de la crainte des vaccins. En France un décrochage assez net s'est observé à la suite de l'épidémie de grippe H1N1, en 2008-2009, mais la confiance avait déjà été érodée lors des cafouillages de communication autour de la vaccination contre l'hépatite B : deux ministres successifs – M. Douste-Blazy en 1994 et M. Kouchner en 1998 – avaient appliqué le

principe de précaution dans des directions opposées ! Le premier avait fortement recommandé la vaccination en population générale, et partant des campagnes de vaccination scolaire à grande échelle furent organisées. Les cas de sclérose en plaques semblant en augmentation à cette période, on les relia à ce vaccin, poussant le second ministre à arrêter la vaccination des adolescents à l'école, ce qui bien sûr avait accrédité l'idée qu'il y avait bien un risque... Bien qu'aucune étude épidémiologique n'ait montré de lien causal, cette polémique franco-française n'est pas réellement finie ! Mais l'actuelle défiance se manifeste sur un fond particulier, car les Français n'ont pas oublié qu'on leur a tenu des discours mensongers ou partiels/partiaux sur le sang contaminé par le VIH, sur l'amiante, sur le Mediator... Et la gestion de l'épidémie de covid, la communication contradictoire sur les masques, les tests... ont montré que cette tendance à ne pas dire la vérité aux citoyens est très lourde dans notre pays.

Cette perte de confiance envers les autorités de santé s'explique donc assez bien ; elle peut renforcer une contestation plus globale des autorités politiques ou du parti au pouvoir, elle peut l'induire aussi. Elle semble actuellement s'étendre aux chercheurs et à la communauté scientifique ; c'est un phénomène plus récent selon les études des sociologues. On peut penser que les arènes médiatiques y ont contribué en donnant trop souvent le même écho à tous les « points de vue » – comme dans l'affaire Raoult –, ce qui pourrait passer pour une quête d'objectivité, en oubliant que le temps de la construction et de la validation des connaissances scientifiques n'est pas celui de l'information en continu.

Progressistes : Est-ce qu'on peut parler d'un affaiblissement, voire d'une rupture, du lien de confiance entre la population française et la science d'un point de vue historique ?

Fr. S. : Comme je l'ai dit, la défiance vis-à-vis des scientifiques a tendance à s'amplifier. La crise sanitaire actuelle n'y est sans doute pas pour rien, mais il faudra encore un peu de recul pour l'affirmer et l'étudier plus rigoureusement. Le fait même que cette épidémie nous atteigne si lourdement, alors que les progrès de la médecine nous ont fait oublier beaucoup de maladies et permis d'en soulager tant d'autres, peut faire douter de ces progrès ! Or on observe cette tendance à la rupture entre

les citoyens et la science dans tous les pays développés : quand les gens accèdent à un niveau d'études plus élevé et qu'ils ont accès à des informations à foison, ils se sentent d'autant plus légitimes à affirmer leurs opinions ou leurs croyances sur des sujets scientifiques. Pour eux, les énoncés scientifiques sont des opinions comme les autres : chacun a la sienne et elle vaut celle de son voisin, de son enseignant, de son médecin...

Aux États-Unis des études de psychologues ont montré que plus les citoyens étaient éduqués, plus ils défendaient, par exemple, l'origine naturelle du réchauffement climatique s'ils étaient républicains, et son origine anthropique s'ils étaient démocrates ! L'éducation renforce leur niveau de croyance/confiance dans des influenceurs, le plus souvent recrutés dans leur « bulle », par ces biais de confirmation que les algorithmes d'Internet exploitent à merveille. On voit donc que l'enseignement des sciences est nécessaire, mais pas suffisant à l'ère d'Internet... Je ne pense pas que ce relativisme très contemporain soit typiquement français, mais il semble en progression dans notre pays.

Progressistes : On peut avoir l'impression que la confiance dans la médecine est différente selon les sociétés aujourd'hui. Est-ce que la France est un cas particulier des mouvements antivaccins ?

Fr. S. : La confiance dans les vaccins est différente d'un pays à l'autre, et elle semble faible en France, si toutefois les opinions avancées dans les sondages reflètent les véritables agissements de leurs auteurs... Car dire qu'on ne veut pas du vaccin, c'est aussi dire qu'on est contre Macron, ou pour Raoult, ou contre Sanofi, ou pour les médecines naturelles ! En situation, quand la vaccination sera proposée facilement et gratuitement à chacun, et si la maladie continue de tuer et d'empêcher la vie sociale, il est possible que les actes soient différents des opinions. Les sondages récents, qui plus est dans cette période où la pénurie et la distribution équitable sont au centre de la problématique, semblent le montrer.

Je ne pense pas que les Français soient défiants plus que d'autres vis-à-vis de la médecine, ils sont même parmi les plus gros consommateurs au monde de médicaments antibiotiques ou anxiolytiques ! Les sondages montrent qu'ils gardent une bonne confiance envers leurs médecins, ce qui a d'ailleurs été bien noté par les autorités de santé qui souhaitent

s'appuyer sur les médecins généralistes pour accélérer la campagne de vaccination... La défiance isolée en France vis-à-vis de ces médicaments très particuliers que sont les vaccins reflète peut-être aussi une réticence à l'encontre d'une pratique du « pari » (on pense qu'on ne sera pas atteint soi-même, et que le coût de l'assurance est trop cher pour le risque ?), et du pari collectif, car l'efficacité de la vaccination ne peut se mesurer que collectivement. Quand il y a du collectif, il est normal que l'État s'en mêle, et là encore le bât blesse...

*THOMAS LIECHTI est membre du comité de rédaction de *Progressistes*

i. Éditions Vendémiaire, Paris 2019.

27 FÉV 2021

PARTAGEZ CET ARTICLE



IMPRIMER



E-MAIL

Twitter

Partager 496

WORDPRESS:

J'aime

Soyez le premier à aimer cet article.

Laisser un commentaire

Entrez votre commentaire...

Ce site utilise Akismet pour réduire les indésirables. [En savoir plus sur comment les données de vos commentaires sont utilisées.](#)

PRÉCÉDENT

Affaire Veolia-Suez : l'avenir est dans la gestion publique, Jean-Marc Lespade, Christophe Lime, Laurent Lucaud, et Yannick Nadesan*

SUIVANT

Islamo-gauchisme, de l'accusation politique au débat scientifique, Clément Arambourou



Accueil

S'abonner

Numéros

Science

Travail

Environnement

Actualités

Pour explorer plus loin

Les Rencontres Progressistes

Thème : Canard par **Automattic**.